

Collectif Antinucléaire Vaucluse (CAN84)

180 Chemin de la Parisienne 84740 Velleron

Tel : 06 60 76 04 03 - collectifantinucleaire84@hotmail.fr -

www.coordination-antinucleaire-sudest.org

Le 5 février 2013,

***Monsieur, Madame le Maire,
Mesdames et Messieurs les Adjointes au Maire ,
Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,***

Nous souhaitons vous rencontrer à l'occasion de la « Marche pacifique pour la vie » pour l'arrêt immédiat et inconditionnel du nucléaire qui passera par votre commune entre les 15 et 6 avril 2013.

Votre responsabilité est engagée.

Depuis plusieurs années déjà le Collectif antinucléaire 84 et la coordination antinucléaire du sud-est a rendu public la présence de contaminations radioactives quotidiennes du fait des installations nucléaires de notre région (la plus nucléarisée d'Europe) telles celles de Cadarache, de Tricastin et de Marcoule. Des contaminants radioactifs ont aussi été découvert dans l'eau du robinet de plusieurs villes notamment en Vaucluse mais peut-être aussi d'autres villes et villages.

Ces contaminations permanentes et durables mettent en péril la santé de la population, frappent nos territoires, altèrent la qualité de l'air et de l'eau, de la chaîne alimentaire.

La radioactivité, quelque soit la dose, n'est pas anodine et porte atteinte à la santé par des effets cancérigènes et mutagènes : cancers multiples de la peau et des organes, leucémies, pathologies induites organiques, atteintes de l'ADN, atteinte du fœtus chez la femme enceinte,...

Les scandales de l'amiante (des milliers de victimes), du sang contaminé (des milliers de victimes), des farines animales (des milliers de victimes à terme) et leurs atteintes à la santé et à la vie sont malheureusement peu en comparaison de la contamination nucléaire au quotidien, diffuse et criminelle.

Nous ne pouvons plus accepter d'être les cobayes d'une activité mortifère sans réagir et nous exprimons notre exigence de mettre un terme à ce crime, à ces agressions, à ces atteintes aux personnes et au vivant, à cette insécurité sanitaire et environnementale.

Or l'Observatoire Régional de la Santé confirme qu'il n'existe pas en Paca et autour des sites nucléaires de la vallée Rhône-Durance de Registre sanitaire recensant les atteintes nucléaires à la santé, comme cela existe dans d'autres départements. **Pourquoi ?**

Pourquoi l'Agence Régionale de Santé refuse-t-elle aussi de mettre en place une étude sanitaire d'ampleur sur les affections liées au nucléaire comme le demande de nombreux médecins de la région ? **Pourquoi ?**

Pourquoi les hôpitaux de la région refusent-ils de rendre public les statistiques non-nominales des personnes accueillies pour leucémies et cancers spécifiques, alors que depuis 3

ans certains établissements hospitaliers de la vallée Rhône-Durance en constate une augmentation inquiétante ? **Pourquoi ?**

Face à cette situation d'omerta nous vous appelons à réagir comme le font nombre d'habitants et travailleurs du département. Votre responsabilité est engagée, d'autant que votre commune est située à quelques kilomètres à peine des installations responsables de ce crime sanitaire.

Un rapport scientifique et technique de l'IRSN précise : « la contamination chronique de l'environnement par les radio-nucléides pose la question de l'impact sur l'homme » et nul ne peut se retrancher derrière les normes actuelles.

L'Autorité de Sureté Nucléaire (ASN), organisme officiel français, a affirmé elle-même en juillet 2010 que : « les normes actuellement promulguées ne peuvent plus et ne doivent plus servir de référents au vu des dégâts engendrés ».

Les normes de l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) ne peuvent pas servir non plus de référence car une convention « secrète » la lie depuis 1958 à l'AIEA (Agence Internationale pour la promotion de l'Energie Atomique civile) qui lui interdit de communiquer sur le nucléaire sans « l'imprimatur » de l'AIEA.

Après les catastrophes nucléaires de Three Miles Island (USA), de Tchernobyl (Ukraine) et le martyr du peuple japonais victime du nucléaire civil depuis plus de 2 ans, 66 ans après les bombes nucléaires militaires de Nagasaki et Hiroshima : il n'est plus de mise de camper sur des positions idéologiques et dogmatiques surannées. Il faut en convenir, le nucléaire a fait son temps.

Comme vous le savez les centrales et installations nucléaires servent principalement à produire le plutonium et le tritium des bombes atomiques et, accessoirement, de l'électricité, d'ailleurs avec un faible rendement de 30%. (cette électricité peut d'ailleurs être produite par d'autres sources d'énergies, comme dans la majorité des autres pays, sans pour autant retourner « à la bougie »). Le nucléaire dit « civil » n'est que l'avatar et le dérivé du nucléaire militaire qui en est à l'origine.

Les atteintes à la santé et aux territoires sont quotidiennes, le danger de catastrophe nucléaire est aussi démesuré car comme vient l'avoir déclaré l'Autorité de Sûreté Nucléaire : « on ne peut plus exclure un accident nucléaire majeur en France ». Notre région sera-t-elle la première à être en plus rayée de la carte ?

C'est fort possible car toutes les installations nucléaires civiles et militaires du triangle de la mort des sites de Marcoule-Tricastin-Cadarache se trouvent sur des failles sismiques multiples et ne répondent aucunement au niveau de sécurité d'ailleurs impossible à obtenir à 100%. Or avec le nucléaire il s'agit de cela. 100% ou rien.

Notre santé est atteinte au présent, les territoires sont contaminés chaque jour, la terreur nucléaire peut frapper à chaque instant et, de plus, le lobby militaro-industriel nucléaire prend en otage les générations futures et ce pour une durée délirante dépassant 1000 générations !

Cette industrie de la mort a généré à ce jour plus de 1 million de m3 de déchets radioactifs dont elle ne sait plus que faire et annonce que le double se profile, à ce rythme, d'ici 2030. La seule réponse avancée à ce problème insoluble est de les enfouir sous terre en espérant que nos enfants et arrière-petits-enfants trouveront la parade que le lobby n'a pas été capable de trouver depuis cinquante ans... et qu'il n'y ait pas de défaillance dans l'enfouissement pendant plusieurs siècles. Certains de ces déchets sont radioactifs pendant plus de 100 000 ans !

En fait c'est toute la chaîne du nucléaire et le principe même de la destruction atomique (fission et fusion) qui est une menace permanente et ce depuis l'extraction du minerai au Niger et ailleurs (qui pollue les nappes phréatique, contamine les terres nourricières, chasse les populations touareg et sédentaires) car nous dépendons à 100% de l'étranger pour ce minerai de mort.

L'invention du terrifiant mélange de plutonium/uranium « Mox » - comme solution de recyclage partiel d'un peu de déchets radioactifs - pour alimenter les réacteurs nucléaires est une monstruosité que la catastrophe nucléaire de Fukushima illustre cruellement. Fukushima-Daichi fonctionnait au « Mox » d'Areva et la moitié du parc nucléaire français est aujourd'hui gavé de ce mélange de terreur.

Conformément aux droits humains élémentaires nous estimons ne pas avoir à servir de cobaye au lobby nucléaire, nous revendiquons la protection de notre santé et celle de toute la population par les pouvoirs publics, nous exigeons l'arrêt de la contamination radioactive de l'eau, de l'air et de la chaîne alimentaire, du champs jusqu'à l'assiette.

Le CAN84 vous demande donc de soumettre à votre Conseil municipal l'adoption d'un vœu (projet en pièce-jointe) visant à la protection de la population et des territoires dont vous avez la responsabilité. Nous demandons à votre Conseil municipal de se prononcer clairement, par delà toute option politique ou idéologique, pour un Arrêt immédiat, inconditionnel et définitif du nucléaire dans notre région et en France et dans le monde.

Nous vous invitons aussi à interpeller les administrations, assemblées et élus dont la responsabilité est engagée par ces atteintes sanitaires et à la santé publique.

Nous vous demandons de prendre aussi les mesures incontournables de protection de la santé des citoyens de votre territoire, de faire procéder de façon permanente à des analyses de présence de radioactivité sur le territoire (eau et air) par un laboratoire indépendant du lobby nucléaire et de l'administration.

Au même titre que nous informerons prochainement la presse de notre démarche en votre direction, nous l'informerons aussi de votre position pour l'Arrêt immédiat, inconditionnel et définitif du nucléaire ou, au contraire et ce que nous ne souhaitons pas, favorable à la poursuite du crime sanitaire nucléaire.

Nous vous remercions de l'entretien que vous accepterez d'avoir avec des citoyens et citoyennes du département et de la région sur cette question cruciale et urgente sanitaire.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer, Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élu-e-s, l'expression de nos salutations vigilantes et déterminées.

Pour le CAN84,

Christine et Gilio Fantoli, Claude Cohen, Maya, Victor Alzina, Jean Revest